L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 17 JANVIER 1856.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.,
Successeurs de
A. F. WEISSE, H. MARIOT,
E. DeVILLIERS, E. HARDY.

Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Nouvelle.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 17 JANVIER.

ABONNÉS A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents pour les six premières, et les personnes tenues les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois, trois mois ou un an, sont priées de venir un quelconque de nos bureaux, afin de nous épargner une course inutile pour nos porteurs, sans profit la comptabilité, nous avons résolu de tout recevoir en notoriant nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés à la Gazette devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

DOUANE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Le commerce de notre ville se plaint avec raison de la manière dont il est traité par la douane. On dirait que tous les négocians de la Nouvelle-Orléans sont suspects aux yeux du collecteur et qu'il les croit dépourvus de tout sentiment d'honneur et de probité. Comment expliquer autrement les pénibles enquêtes auxquelles on les soumet, les paperasseries interminables de ses subordonnés, leurs lenteurs et les empêchements de toutes sortes qu'ils suscitent à la prompte expédition des affaires? Nous sommes étonnés que la Chambre de Commerce n'ait pas encore signalé au gouvernement les abus d'autorité qui se commettent à la douane de la Nouvelle-Orléans? Une réforme est nécessaire, indispensable. La douane n'a pas été instituée pour persécuter le commerce mais uniquement pour procurer à l'administration fédérale le revenu dont elle a besoin. Ce but rempli, les ordonnances douanières doivent être interprétées de manière à faciliter les transactions et à rendre moins onéreuses les formalités décrétées par la loi.

Ce n'est certes pas la ligne de conduite que suit la Douane de la Nouvelle-Orléans. Un correspondant signalait l'autre jour un des nôtres, quelques unes des vexations auxquelles le commerce de cette ville est en butte. Lorsque la loi sur les entrepots a été d'abord mise en vigueur, le collecteur et ses officiers ont déclaré qu'elle ne s'appliquait qu'aux importateurs établis dans les *ports de mer* et non aux négociants établis dans l'intérieur. C'était une interprétation étroite et peu libérale d'une loi destinée à favoriser le commerce en général. Plus tard la loi a été modifiée, et les importateurs établis dans l'intérieur ont pu, comme les autres, en recueillir les avantages. Les marchandises, dans ce dernier cas, peuvent être entreposées soit au lieu d'importation primitif, soit au lieu de destination définitive. Mais le secrétaire du trésor a ordonné qu'elles fussent retenues au lieu d'arrivage jusqu'à ce que les factures fussent examinées par les estimateurs. Il faut donc les prendre du wharf et les transporter dans les magasins de la Douane d'où elles sont ensuite enlevées pour être expédiées à leur destination. Or, ce transport s'opère par les drays de la Douane.

Ce double charroi et les frais d'emmagasinage s'élèvent à un chiffre si exorbitant que les importateurs de l'intérieur ont dû renoncer au bénéfice de la loi. Ainsi des marchandises qui, lorsqu'elles ont été payé $459 pour un paquebot de Liverpool, ont dû acquitter ici $59 de frais de charroi et d'emmagasinage! Dans une autre circonstance, le fret étant seulement de $13 36, le charroi, par les drays de la douane et le dépôt dans les magasins du fisc ont coûté à l'importateur $20 90!

N'est-ce pas là un criant abus? Si les consignataires pouvaient faire transporter et emmagasiner eux-mêmes leurs marchandises, ils ne paieraient peut-être pas le tiers de ce qu'exige la douane. Mais même en laissant à celle-ci le soin du transport et de l'emmagasinage, la rétribution demandée au commerce est d'une bonne moitié trop élevée. Les négociants de la Nouvelle-Orléans ne se laissent pas mener. La chambre de commerce veille à leurs intérets et intervient dès que les réclamations de la douane prennent comme ici les caractères de la spoliation.

On a pendant longtemps refusé aux consignataires la permission d'assister à l'examen des marchandises qui arrivaient au douane comme si leur présence aussi en rien à l'enquête. La présence du consignataire nous semble au contraire fort utile, car s'il y a une différence dans la facture et les marchandises reçues il peut lui même constater l'erreur et puis il veille à ce tout soit remis en ordre dans les caisses.

Il est arrivé également à un de nos négociants les plus honorables de voir mettre en doute les chiffres d'une facture qu'il avait reçue. Les estimateurs se sont adjoints des experts et il a fallu que l'importateur payât les frais de l'enquête lorsqu'il était parfaitement en règle. Cela s'appelle *protéger le commerce!*

Les griefs de nos négociants contre la douane de cette ville ne sont que trop fondés. Le règlement relatif aux entrées et à la remise des marchandises est tyrannique au dernier degré, car sous accroître d'un *cent* la revenu du fisc, il cause au commerce un tort immense. Celui-ci perd à la fois beaucoup de temps et beaucoup d'argent, et les consommateurs doivent naturellement en ressentir le préjudice. Il est temps que toutes les classes du population qui donc de se ligner pour demander une réforme.

Il s'agit aussi de l'agence de la Nile-Orléans comme place commerciale. On cessera d'importer ici ailes pertes causées par les lenteurs, les vexations et l'exagération des frais de douane et beaucoup de marchandises nous seront données directement. Elles prendront alors la route la plus courte et la plus économique. Le commerce en souffrira sans doute pendant quelque temps, mais il y en a d'autres qui auront un profit considérable. Les formalités sont trop douanières nécessaires, mais il y en a d'inutiles et qu'il faudrait supprimer. Que la douane prenne certaines précautions pour prévenir la fraude, cela se conçoit et c'est même son devoir; mais elle ne doit pas non plus tomber dans l'extrémité et, par d'absurdes lenteurs, rendre de nos véritables entraves aux prompts transactions.

La douane semble vraiment considérer tous nos marchands comme des fraudeurs et des contrebandiers; qu'elle se détrompe, il y a dans le commerce autant d'honneur et de probité que dans les autres professions.

Nous aimons à croire que le collecteur de la Nile-Orléans et ses officiers, tout en accomplissant scrupuleusement leurs devoirs, s'efforceront désormais de faciliter l'expédition des affaires, au lieu de l'entraver. Mais si cette espérance ne se réalisait pas, nous ne saurions trop engager le commerce à prendre en main la cause de ses propres intérets et à porter ses réclamations à Washington.

LE MESSAGE ET LE TELEGRAPHE.—Le message du président, remplissant sept ou huit colonnes des journaux de Washington, a été tyrannique de cette dernière ville à Boston en une nuit. Effectivement à quatre heures, le matin, le manifeste de M. Pierce parvenait tout au long le lendemain matin dans les journaux de la capitale du Massachusetts. Les deux tiers du message ont été confiés à la ligne de Morse: l'opérateur s'est mis à l'œuvre à 9 heures et demie du soir, a terminait sa besogne à 3 heures et demie du matin. L'autre tiers a été transmis par la ligne de House: commencée à dix heures et demie du soir, la transmission était achevée à minuit. Il a donc fallu huit heures pour transmettre les deux tiers du message, par la ligne de Morse. Mais les deux fils ont été pendant quelque temps mis à réquisition, tandis que la ligne de House, avec un seul fil, a accompli sa part de la tache en une heure et demie. On calcule que le travail, par le système de House, est une fois plus rapide que par l'ancien système.

LES ETATS-UNIS ET LE NICARAGUA.—On écrit de Washington que le président a soumis au sénat un traité conclu, il y a déjà quelque temps, avec le Nicaragua. La date de la convention est antérieure à celle de l'expédition de Walker et du changement dans le personnel du gouvernement. Dans ce traité, les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté du Nicaragua sur tout le territoire de la république qu'il réclame, y compris la Mosquitie et l'Angleterre continue à exercer son singulier protectorat.

MARYLAND.—Le gouverneur du Maryland a donné dernièrement son message à la législature de cet Etat. La dette du Maryland y est portée à $11,132,000.

CONCERT DE MLLE PAREDI.—Mlle Paredi donne ce soir dans la salle du Odd Fellows un concert qui, selon toute apparence, sera un des plus brillants de la saison. La foule est restée jusqu'ici fidèle à la grande cantatrice et elle ne paraît pas disposée à lui retirer sa faveur. Mlle Paredi possède de bien est incontestablement du public de notre ville: elle chante toujours comme si de l'impression qu'elle allait produire devaient dépendre sa réputation et son avenir. On ne peut lui reprocher aucune de ces négligences que font si souvent certains artistes en qui ont pourtant un talent réel. Elle connaît d'ailleurs à merveille les effets qu'elle doit produire et, par d'admirables nuances, relève de remarquables entrées aux principales transactions.

La douane semble vraiment considérer tous nos marchands comme des fraudeurs et des contrebandiers; qu'elle se détrompe, il y a dans le commerce autant d'honneur et de probité que dans les autres professions.

Nous aimons à croire que le collecteur de la Nile-Orléans et ses officiers, tout en accomplissant scrupuleusement leurs devoirs, s'efforceront désormais de faciliter l'expédition des affaires, au lieu de l'entraver. Mais si cette espérance ne se réalisait pas, nous ne saurions trop engager le commerce à prendre en main la cause de ses propres intérets et à porter ses réclamations à Washington.

LE MESSAGE ET LE TELEGRAPHE.—Le message du président, remplissant sept ou huit colonnes des journaux de Washington, a été tyrannique de cette dernière ville à Boston en une nuit. Effectivement à quatre heures, le matin, le manifeste de M. Pierce parvenait tout au long le lendemain matin dans les journaux de la capitale du Massachusetts. Les deux tiers du message ont été confiés à la ligne de Morse: l'opérateur s'est mis à l'œuvre à 9 heures et demie du soir, a terminé sa besogne à 3 heures et demie du matin. L'autre tiers a été transmis par la ligne de House: commencée à dix heures et demie du soir, la transmission était achevée à minuit. Il a donc fallu huit heures pour transmettre les deux tiers du message, par la ligne de Morse. Mais les deux fils ont été pendant quelque temps mis à réquisition, tandis que la ligne de House, avec un seul fil, a accompli sa part de la tache en une heure et demie. On calcule que le travail, par le système de House, est une fois plus rapide que par l'ancien système.

LES ETATS-UNIS ET LE NICARAGUA.—On écrit de Washington que le président a soumis au sénat un traité conclu, il y a déjà quelque temps, avec le Nicaragua. La date de la convention est antérieure à celle de l'expédition de Walker et du changement dans le personnel du gouvernement. Dans ce traité, les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté du Nicaragua sur tout le territoire de la république qu'il réclame, y compris la Mosquitie et l'Angleterre continue à exercer son singulier protectorat.

MARYLAND.—Le gouverneur du Maryland a donné dernièrement son message à la législature de cet Etat. La dette du Maryland y est portée à $11,132,000.

CONCERT DE MLLE PAREDI.—Mlle Paredi donne ce soir dans la salle du Odd Fellows un concert qui, selon toute apparence, sera un des plus brillants de la saison. La foule est restée jusqu'ici fidèle à la grande cantatrice et elle ne paraît pas disposée à lui retirer sa faveur. Mlle Paredi possède de bien est incontestablement du public de notre ville: elle chante toujours comme si de l'impression qu'elle allait produire devaient dépendre sa réputation et son avenir. On ne peut lui reprocher aucune de ces négligences que font si souvent certains artistes en qui ont pourtant un talent réel. Elle connaît d'ailleurs à merveille les effets qu'elle doit produire et, par d'admirables nuances, relève de remarquables entrées aux principales transactions.

CHRONIQUE LOCALE.

THEATRE DE LA GAITE.—Il y aura une magnifique représentation, mardi, au théâtre de la Gaité. Le bénéficiaire, M. John Gresham, est connu pour l'intérêt qu'il a toujours mis à encourager les débuts, et pour les efforts par le témoignage flatteur du public. La représentation de ce soir est des plus choisies: c'est d'abord, après quelques années d'absence, la bienfaitrice de M. Louis Keller et sa célèbre troupe, plus *Comedy of Errors*, de Shakespeare.

THEATRE DE LA CAMPAGNE.—C'est ce soir l'avant-dernière fois que Mme M. Rochet, *King Henry IV; Planche* et *a match frock*, et dames favorites par Mlle Valtier, M. Lebeau remplira le rôle de Falstaff dans *Henry IV*.

ARRIVEE NOUVELLE.—Les admirateurs des animaux savants de M. Dumont s'étaient portés en foule au Théâtre-Français, mardi soir, pour y entendre, pour la dernière représentation, une des plus charmantes spectacles exécutés en pantomime. Nous remarquons avec bonheur à côté de M. Dumont, M. Bonetti; ils ne seront pas dépaysés.

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—Le jury a donné gain de cause, hier, à M. Mitchell, canadien américain à la place de conseiller du premier juge de paix, par un vote de dix voix contre deux.

CLEARANCE COUR DE FAILLITE.—M. Wm North, propriétaire d'un établissement connu sous le nom de North's intellectual Amusements" et situé au coin de Chartres, a demandé hier à la troisième Cour de District de prononcer le divorce entre lui et Caroline Constance, qu'il a épousée, en 1849, à St. Louis et qui l'a abandonné ici. M. North dit que ses espérances ont été déçues: il croyait se femme âgée de trente-cinq ans, mais il a découvert, depuis son mariage, que la prétendue date de naissance était fausse et que sa femme lui a pris dix ans de jeunesse et le privait de sa liberté.

FOURNEAUX A BAGASSE.—Une des dernières intentions de L. Alfred Sidhman a été le fourneau à bagasse. Il l'a achevé deux jours avant l'explosion de l'*Angelo-Norman*, à bord duquel il se trouvait et il a failli y perdre la vie. Les planteurs qui ont fait l'essai du fourneau à bagasse en parlent comme d'une des améliorations les plus utiles qui aient été introduites depuis longtemps dans les procédés de l'industrie sucrière.

On verra, par un avis inséré plus loin, qu'il s'est passé des arrangements avec deux des principales fonderies de la Nouvelle-Orléans, pour la fabrication de ces fourneaux.

CHANTIER DE BOIS DE CHARPENTE.— Un avis inséré plus loin annonce la mise en vente du portion d'un chantier de bois situé au coin de rues Tremé et Vieux-Bassin. Le chantier est bien achalandé et renferme 235,000 pieds de bois, 83,000 briques du Lac, deux charrettes, deux mules, etc. Lorsque les travaux d'amélioration du canal Carondelet seront terminés, le voisinage du vieux Bassin devient très important d'un point de vue commercial. Les chantiers partageront la prospérité générale. Il s'agit donc d'une bonne affaire. Pour les conditions, s'adresser au bureau de N. Vignié encanteur.

LA RUSSIE ET LA PAIX.

Nous lisons dans le *Nord*, journal favorable à la cause de Russie:

Les bruits de paix persistent; on affirme que l'Autriche a présenté des conditions acceptables par la Russie, qui satisferaient celle-ci sans humilier celle-là. Nous souhaitons sincèrement que ces nouvelles se vérifient et qu'il reste fait tout le courage de la résolution prise par nous de dire toujours franchement notre pensée, pour ajouter que nous ne la croyons pas aussi authentique une confidence bien grande.

Le motif pour lequel cette confiance nous manque, c'est que le refus de la Russie, dans les conférences, l'Autriche et des propositions qui paraissent acceptables aux plénipotentiaires, n'a pas été motivé par la force des armes et à la Russie, sans que les cabinets de Paris et de Londres aient cru pouvoir y adhérer.

Le refus de la Russie, c'est qu'aujourd'hui ce qu'elle refusa d'accepter alors comme humiliant et désastreux pour elle; la France et l'Angleterre consentiront-elles à se ranger aujourd'hui à l'avis de lord John Russell et de M. Drouyn de Lhuys? Rien ne le prouve, mais tout le donne à penser. Ce qui est certain, c'est que la Russie n'acceptera pas